

Paris / Hong Kong, le 19 novembre 2018

PME en Chine : une politique monétaire expansionniste ne suffira pas à réduire les signes de tension sur le crédit

Lorsqu'il est question d'examiner les risques auxquels l'économie chinoise s'expose, une grande partie des discussions porte sur les entreprises publiques ou les grands conglomérats privés. Cependant, des tensions exercées sur les PME ne sont pas à négliger. Dans un contexte de guerre commerciale imminente avec les États-Unis et de détérioration rapide des conditions de financement, les PME peinent à accéder au financement pour répondre à leurs besoins en fonds de roulement et à leurs projets de développement à long terme. Compte tenu du poids des PME dans l'économie chinoise, les responsables politiques sont susceptibles de prendre des dispositions afin de les empêcher de devenir le maillon faible de l'économie. Un programme prudent de relance budgétaire, une approche rationnelle visant à réglementer le shadow banking et une transition vers des taux d'intérêt plus en adéquation avec ceux du marché dans le but de récompenser les conditions de souscription qui débouchent sur un rapport rendement-risque adéquat sont autant de mesures qui les aideraient.

Les PME face au resserrement des conditions de financement au premier semestre 2018

Les PME sont le pilier de l'économie chinoise : elles représentent 97 % du total des entreprises, 60 % du PIB et 80 % de l'emploi total en milieu urbain. De surcroît, leur part est importante dans l'industrie manufacturière, la distribution et le commerce de gros. Ces secteurs ont récemment fait l'objet d'un examen minutieux car ils subissent les effets négatifs des pressions toujours plus nombreuses. L'industrie manufacturière comprend les activités pour lesquelles de nouveaux droits de douane ont été appliqués dans un contexte de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Les PME dans ces secteurs pourraient éprouver des difficultés à supporter l'augmentation des coûts, ce qui augmenterait le risque de crédit. La distribution et le commerce de gros ne sont pas épargnés par ces tensions, puisque parmi ces entreprises, nombreuses sont celles qui constateront une hausse du coût de leurs intrants, conduisant à une réduction des marges. De plus, ces entreprises seront également aux prises avec des conditions financières plus restrictives, à la suite du resserrement monétaire de la banque centrale.

Des taux d'endettement élevés et une mauvaise affectation du capital sont devenus des risques pour la croissance chinoise, et les responsables politiques en ont bien conscience. Au premier semestre 2018, la Chine a décidé d'encourager les entreprises à se désendetter, en réduisant l'encours des financements alternatifs risqués (« shadow banking »). Si le shadow banking peut parfois se situer à la limite du cadre réglementaire existant, il constitue néanmoins une source importante de financement pour les PME. Les mesures répressives contre ces pratiques ont été défavorables aux besoins de financement des PME déjà sous contrainte. L'octroi des prêts aux

PME a décéléré et constitue au premier semestre 2018 seulement 20 % de l'ensemble des prêts, contre 30 % au premier semestre 2017. L'accès aux prêts en fonds de roulement peut être encore plus restrictif que les crédits classiques, compte tenu des risques de crédit plus élevés et d'un moindre appétit pour le risque de la part des banques.

Percevoir moins négativement le shadow banking aiderait à réduire les pressions exercées sur les PME

Les responsables politiques à Pékin ont fait marche arrière en matière de resserrement de la politique monétaire, alors que les autorités de régulation ont clairement exprimé leur soutien aux PME. Toutefois, ceci ne suffira pas à lever totalement les incertitudes autour des PME car les banques pourraient continuer d'exprimer leur réticence à consentir des prêts aux entreprises privées peu solvables. En outre, des directives plus strictes en matière de conditions de souscription sont attendues pour limiter les crédits aux PME qui commercent avec les États-Unis dans un contexte d'incertitudes persistantes sur ce front.

Percevoir moins négativement le shadow banking aiderait à réduire les pressions exercées sur les PME, puisque ceci complète l'offre du secteur bancaire officiel avec des prestations qui ne sont pas vraiment compatibles avec celles des banques d'État. Une évolution vers des taux d'intérêt plus flexibles contribuerait aussi à supprimer quelques-uns des obstacles aux prêts consentis aux PME.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2017, Coface comptait ~4,100 collaborateurs dans 100 pays et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

